



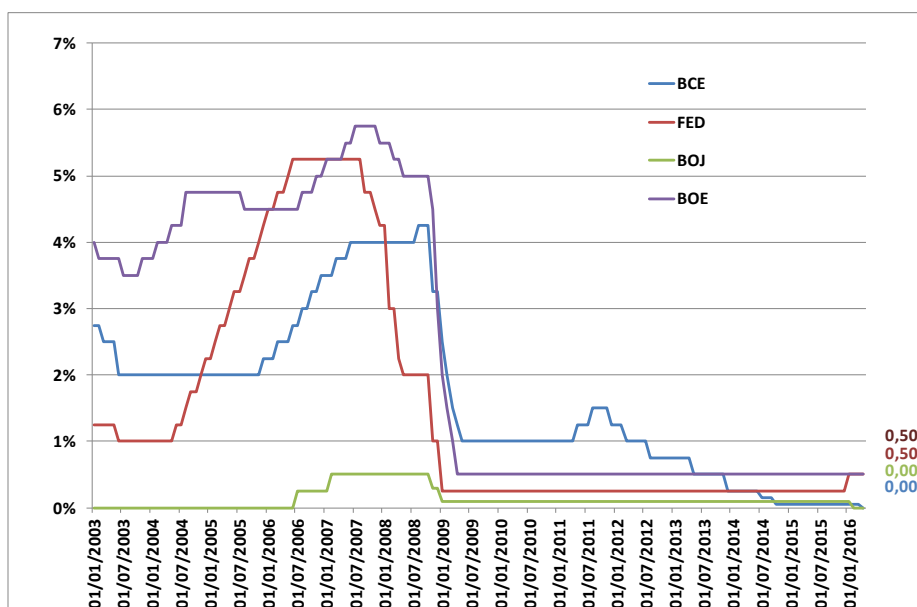
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 avril 2016

À l'issue de la réunion du 21 avril 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Selon nous, les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé, comme décidé le 10 mars 2016, à porter à 80 milliards d'euros, contre 60 milliards d'euros précédemment, nos achats mensuels effectués dans le cadre du programme d'achats d'actifs ». Il a également déclaré « (...) en juin, nous réaliserons la première opération de notre nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II) et nous effectuerons nos premiers achats dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (corporate sector purchase programme, CSPP). (...) À la suite de la vaste série de décisions que nous avons prises début mars, les conditions de financement globales se sont améliorées dans la zone euro. Les répercussions des mesures de relance monétaire sur les entreprises et les ménages, notamment à travers le système bancaire, se renforcent. Toutefois, les incertitudes au niveau mondial persistent. Pour la période à venir, il est essentiel de conserver une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire pour soutenir la dynamique de la reprise économique en cours dans la zone euro et accélérer le retour de l'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %. Le Conseil des gouverneurs continuera de suivre attentivement l'évolution des perspectives en matière de stabilité des prix et agira, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat pour atteindre son objectif. Dans le contexte actuel, il est crucial de veiller à ce que l'environnement de très faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires ».

[Cliquer ici pour télécharger la déclaration](#)

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Chômage en hausse en France

Fin février 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 591 000. Ce nombre augmente de 1,1 % sur un mois (soit +38 400 personnes), de 0,6 % sur trois mois (+21 400 personnes) et de 2,5 % sur un an. En février 2016, ce nombre augmente de 0,5 % pour les moins de 25 ans (-0,7 % sur trois mois et -4,5 % sur un an), de 1,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,6 % sur trois mois et +2,1 % sur un an) et de 0,9 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,5 % sur trois mois et +8,1 % sur un an).

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en février 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en janvier 2016 et à celui de 11,2 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en février 2016, stable par rapport à janvier 2016 et en baisse par rapport au taux de 9,7 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en février 2016, 21,651 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,634 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 59 000 dans l'UE28 et de 39 000 dans la zone euro. Comparé à février 2015, le chômage a baissé de 1,971 million de personnes dans l'UE28 et de 1,303 million dans la zone euro.

Inflation

Augmentation de l'IPC en France

En mars 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 % après +0,3 % en février. Corrigé des variations saisonnières, il augmente de 0,1 % après un recul de 0,2 % les deux mois précédents. Sur un an, l'IPC recule de 0,1 %, après -0,2 % en février.

Légère hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en mars 2016, en hausse par rapport au mois de février où il était de -0,2 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,3 %, comparé à 0,9 % en février), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7 %, comparé à 0,6 % en février), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,7 % en février) et de l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,1 % en février).

Banque de France

Rue de la Banque N° 22 - avril 2016 : Contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance

La contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance s'essouffle depuis le début de la décennie 2000 dans les pays industrialisés. La zone euro en a jusqu'ici moins bénéficié que les États-Unis. Des politiques appropriées permettraient à la zone euro de combler son retard. Ce Rue de la Banque compare les évolutions de la contribution des TIC à la croissance aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni sur la période 1970-2013. Après une longue période de croissance continue, la diffusion des TIC comme facteur de production s'est stabilisée au début des années 2000, à des niveaux largement supérieurs aux États-Unis que dans la zone euro, le Royaume-Uni connaissant une position intermédiaire.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-22-contribution-technologies-information-communication-croissance.pdf

OCDE

Atténuation du changement climatique - Politiques publiques et progrès réalisés

Ce rapport présente les tendances et les progrès réalisés en matière de politiques d'atténuation du changement climatique dans les 34 pays membres de l'OCDE, dans 10 économies partenaires, ainsi qu'au sein de l'Union européenne.

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/attenuation-du-changement-climatique_9789264241718-fr

Chine

État de la dette chinoise

Au total, la dette publique et privée atteint aujourd'hui 236 % du PIB chinois. Elle a été multipliée par quatre en sept ans. Un rythme difficilement soutenable au vu du ralentissement de la croissance. Pour alléger la charge financière des entreprises chinoises, ainsi que le bilan de leurs créanciers, Pékin prévoit d'autoriser les banques à échanger de la dette contre du capital.

2 – Brèves économiques locales

Nickel : déclinaison du plan de soutien

Le contenu du plan de soutien au secteur nickel annoncé le 8 mars 2016 a été précisé par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lors de ses réunions des 29 mars, 5 avril et 12 avril.

- Le Fonds nickel, activé suite à la déclaration de la situation de crise le 16 février, disposera d'un budget de 2,8 milliards de F CFP pour 2016. 600 millions de F CFP seront affectés au soutien conjoncturel (prise en charge partielle ou totale des cotisations patronales pour les entreprises de moins de 500 salariés, ouverture de chantiers en compensation d'une chute brutale d'activité sur les centres miniers). 592,2 millions de F CFP seront par ailleurs dédiés à des actions de réhabilitation des sites miniers ou des cours d'eau engravés.
- Cinq autorisations d'exporter supplémentaires (cf. lettres de janvier 2016 et novembre 2015) ont été accordées, visant à soutenir l'emploi sur les mines de la côte Est, fragilisé par la suspension des exportations à destination du client historique australien QNI. Les exportations vers la Chine ont été autorisées « dans des quantités équivalentes à l'Australie, à la condition toutefois que les mineurs calédoniens privilégient des clients [...] qui fabriquent de l'inox et non ceux qui produisent du pig iron (acier de mauvaise qualité) et qui sont à l'origine de la baisse des cours du nickel. »

Bénéficiaire	Date	Destination	Tonnage max./an	Mineraï (teneur)	Durée
Société Minière Georges Montagnat (SMGM)	29 mars	Japon (Pacific Metals Company)	480 000 T.h.	Saprolitique (1,65% - 2%)	10 ans
Société Minière Georges Montagnat (SMGM)	12 avril	Chine (via Glencore)	300 000 T.h.	Latéritique (1,3%- 1,6 %)	18 mois
Société des Mines de la Tontouta (SMT)	5 avril	Japon (Sumimoto Metal Mining Co.)	650 000 T.h.	Saprolitique (≤ 2 %)	10 ans
Société des Mines de la Tontouta (SMT)	5 avril	Chine (via Glencore)	350 000 T.h.	Latéritique (1,3%- 1,65 %)	18 mois
Société Le Nickel (SLN)	5 avril	Chine (Tsingshan International PTE)	350 000 T.h.	Latéritique (1,45%- 1,65 %)	12 mois

Institutions : installation de la 4^e mandature du CESE

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE), institution consultative de la Nouvelle-Calédonie, est entré dans sa quatrième mandature le 21 avril 2016, près d'un an après la clôture de la mandature 2010-2015. Ses 41 membres ont été désignés pour 5 ans parmi la société civile (syndicats, associations, organisations professionnelles), par les provinces (28 membres) et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie (9 membres), ainsi que par le Sénat coutumier et le Comité consultatif de l'environnement en leur sein (4 membres).

Prix : assouplissement des conditions de nomination des membres de l'Autorité locale de la concurrence

L'Assemblée Nationale a adopté le 7 avril 2016 la proposition de loi organique n°3236 assouplissant les conditions de nomination des membres de la future Autorité de la concurrence. Déjà adopté au Sénat le 18 novembre 2015, le texte rend compatible la fonction de membre d'une autorité administrative indépendante avec l'exercice d'un emploi public, hors périmètre de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes ou d'un établissement public local. Le Conseil constitutionnel a validé la constitutionnalité de cet assouplissement le 21 avril.

Développement durable : sommet Océania 22

Oceania 22, 4^e sommet océanien du développement durable, s'est tenu du 11 au 13 avril 2016 à Bourail. Il a rassemblé une douzaine de délégations d'États ou territoires océaniques et des représentants de la société civile autour de la thématique du changement climatique, en vue de la COP 22 qui se tiendra au Maroc en novembre 2016.

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

- Infos financières – [Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2015](#), avril 2016
- Note expresse portrait n°188 – [L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2015](#), avril 2016
- Note expresse éclairage n°185 – [L'économie bleue en Nouvelle-Calédonie](#), mars 2016

Les partenaires CEROM ont publié :

- ISEE - [Synthèse sur les logements](#) issue du recensement 2014
- AFD - [Observatoire des communes](#) de Nouvelle-Calédonie 2016

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/abonnement-aux-publications-58/> Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne.

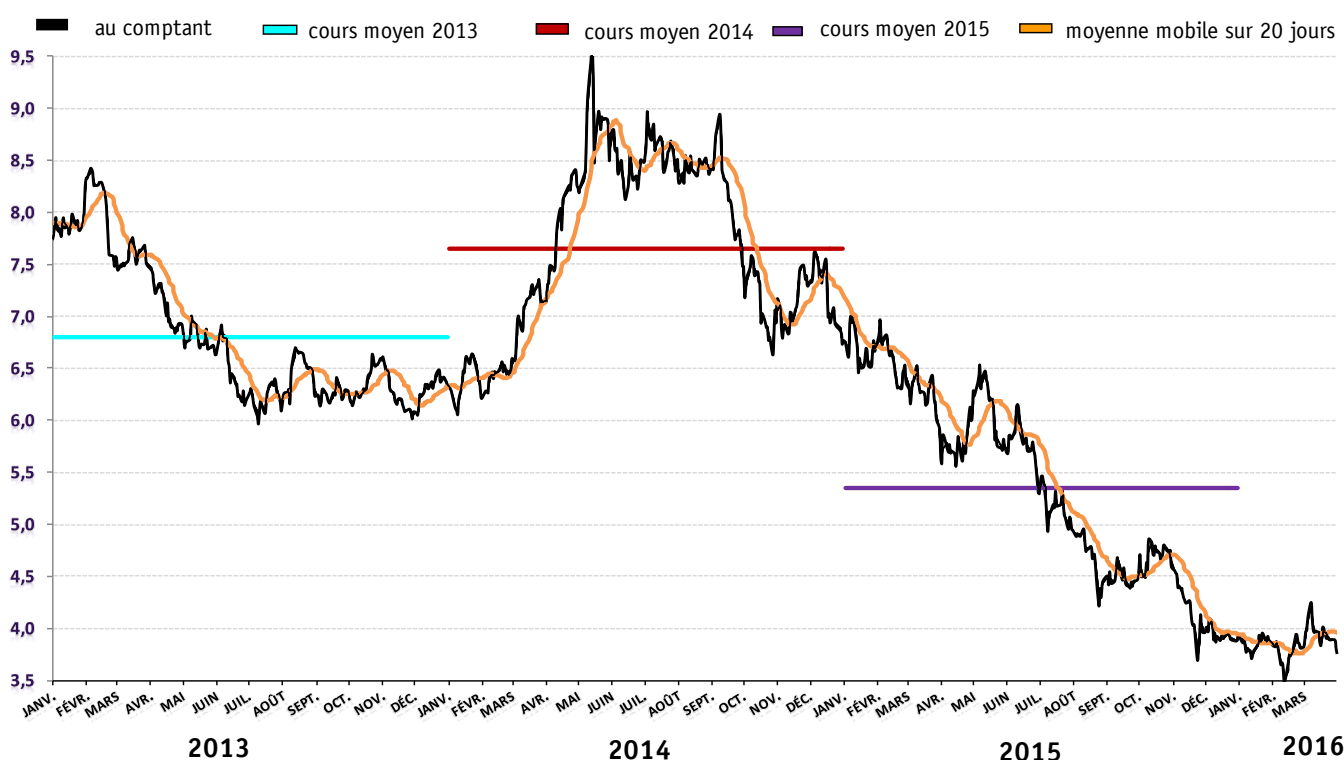
3 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-16	106,23	0,4%	0,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-16	8 594	10,5%	11,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	févr.-16	10 890	79,9%	40,9%
	cumulées	févr.-16	16 942	-	-14,5%
Importations	mensuelles	mars-16	21 037	3,1%	0,9%
	cumulées	mars-16	62 200	-	-8,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-16	3,95	4,8%	-36,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-16	423	4,4%	-38,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-16	352	21,7%	46,6%
	cumulées	févr.-16	641	-	30,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-16	14 142	190,9%	165,0%
	cumulées	févr.-16	19 002	-	47,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-16	9 085	-29,1%	5,2%
	cumulés	janv.-16	9 085	-	5,2%
• Croisiéristes	cumulés	déc.-15	444 124	-	5,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-16	9 739	18,9%	24,6%
	cumulées	févr.-16	17 931	-	15,8%
• Index BT 21		mars-16	101,99	-0,2%	0,7%
• IRL (p)		mars-16	120,39	0,0%	0,4%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-16	23	-28,1%	-18,1%
	cumulées	févr.-16	55	-	26,0%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-16	34	-30,6%	-19,8%
	cumulées	févr.-16	83	-	28,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-16	458	6,5%	-12,8%
	cumulées	mars-16	1 252	-	-12,3%

(p) chiffre provisoire

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-14	mars-15	mars-16	var 15/14	var 16/15
Circulation fiduciaire	15 115	17 030	19 626	12,7%	15,2%
Dépôts à vue	270 909	304 437	345 598	12,4%	13,5%
Total M1	286 024	321 467	365 224	12,4%	13,6%
M2-M1	114 540	116 654	117 560	1,8%	0,8%
Total M3	591 722	625 170	655 036	5,7%	4,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	452 929	457 721	472 383	1,1%	3,2%
Ménages	409 701	418 471	434 936	2,1%	3,9%
Collectivités locales	74 063	94 210	105 589	27,2%	12,1%
Autres agents	15 715	15 590	19 827	-0,8%	27,2%
Total encours sain	952 408	985 992	1 032 735	3,5%	4,7%
Créances douteuses brutes	29 611	29 380	31 220	-0,8%	6,3%
Total encours brut	982 019	1 015 371	1 063 955	3,4%	4,8%

Interdits bancaires

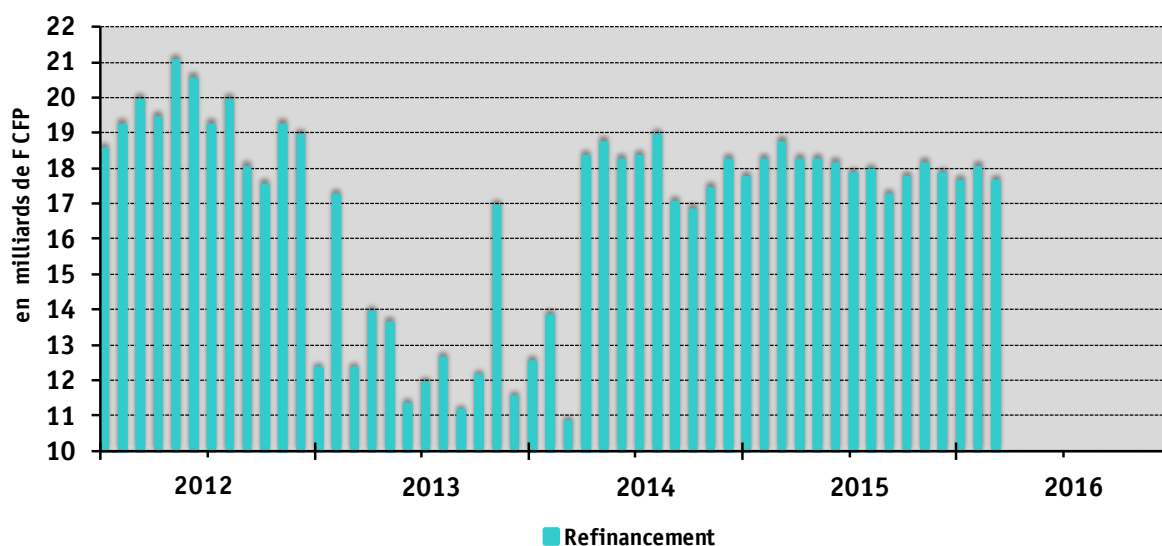
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mars-16	8 001	0,5%	2,7%
	dont personnes physiques	mars-16	7 051	0,5%	2,4%
	dont personnes morales	mars-16	950	0,5%	4,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	mars-16	18 800	0,6%	6,9%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mars-16	6 621	0,5%	12,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mars-16	17,6	-2,0%	-5,6%



TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	2,80%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2016	29/02/2016	Var. M-1
EONIA	-0,3030%	-0,2270%	- 0,076 pt
EURIBOR 1 mois	-0,3340%	-0,2650%	- 0,069 pt
EURIBOR 3 mois	-0,2440%	-0,2050%	- 0,039 pt
EURIBOR 6 mois	-0,1320%	-0,1340%	+ 0,002 pt
EURIBOR 12 mois	-0,0050%	-0,0240%	+ 0,019 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	mars-16	févr.-16	Var. M-1
TMO	0,7600%	0,8500%	- 0,090 pt
TME	0,5600%	0,6500%	- 0,090 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/01/2016	30/12/2015
taux JJ	0,430%	0,410%	0,470%	nd	nd	nd	0,475%	0,520%	0,480%
3 mois	0,790%	0,820%	0,750%	nd	nd	nd	0,800%	0,810%	0,665%
10 ans emprunts phares	1,825%	1,750%	1,938%	-0,058%	-0,060%	0,101%	1,417%	1,594%	1,970%

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal premier sem.

créances des personnes physiques (hors besoins autres cas)	taux	JORF
	4,54%	27/12/2015
	1,01%	

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

TAUX DE LUSURE (seuils applicables au 1er avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,50%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,20%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,63%	Découverts en compte	13,37%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	104,8149	1 NZD/XPF	72,7145	1 HKD/XPF	13,5171	1 GBP/XPF	150,7666	
100 JPY/XPF	93,3008	1 AUD/XPF	80,5914	1 SGD/XPF	77,9742	100 VUV/XPF	97,0681	1 FJD/XPF	50,4916